



**FR**

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 3**

**de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Congo pour 2021**

**Document d'action Programme d'appui à la professionnalisation de la police congolaise et à la mise en place de commissariats pilotes**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

# 1 SYNTHÈSE

## 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	<b>Programme d'appui à la professionnalisation de la police congolaise et à la mise en place de commissariats pilotes</b> Numéro CRIS: NDICI AFRICA/2021/043-224 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Non
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant : République du Congo et à titre indicatif, dans les villes de Brazzaville, Pointe Noire, Nkayi et Dolisie et Ouessou (tbc)
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021 – 2027 pour la République du Congo
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	Domaine prioritaire 3 du PIP en République du Congo 2021-2027: « Démocratie, droits de l'Homme et gouvernance participative » Objectif spécifique 1 « Renforcer la protection des droits de populations vulnérables »
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	Domaine prioritaire 3 « Démocratie, droits de l'Homme et gouvernance participative »
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal : 16 « Paix, justice et institutions efficaces » Autres ODD importants et, le cas échéant, cibles: 5 « Égalité entre les sexes », 10 « Inégalités réduites »
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	150 Gouvernement et société civile

	151 Gouvernement & Société Civile-général 15210 Gestion et réforme des systèmes de sécurité			
<b>8 b) Principal canal de distribution @</b>	Canal 1 : Institutions du secteur public – 10000 Canal 2 : Organisations non gouvernementales (ONG) et société civile – 20000			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>11. Marqueurs internes et Tags:</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>
Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 5 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 5 000 000 EUR			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)<sup>1</sup></b>	Modalité du projet <b>Gestion indirecte</b> avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1			

## 1.2 Résumé de l'Action

Du fait des pouvoirs spécifiques de la police et de sa proximité avec la population, son travail a une incidence directe sur la sécurité des personnes et des communautés au quotidien, ainsi que sur le caractère démocratique de l'État. En République du Congo, de nombreux cas de violation des droits humains, commis par les forces de police sous forme d'actes apparentés à de la torture, sont régulièrement rapportés (voir rapport annuel de l'Observatoire congolais des droits humains<sup>2</sup>). Les autorités du pays sont conscientes des conditions problématiques dans lesquelles les personnes, notamment les femmes, sont détenues avant la présentation à un juge, tant en termes d'infrastructure, que de respect des procédures et des droits humains. Afin d'apporter des changements pertinents et durables, il est donc nécessaire de contribuer au renforcement de l'État de droit et de la sécurité en améliorant la gouvernance et la redevabilité de la police congolaise, en lien étroit avec l'autorité judiciaire, afin d'assurer la protection des droits humains ainsi que la lutte contre l'impunité en République du Congo.

L'objectif global de l'action est de prévenir toute forme de torture, de traitement dégradant ou inhumain. Les trois objectifs spécifiques définis dans la présente action concourent à cette fin: i) l'action quotidienne des policiers est plus respectueuse des droits humains fondamentaux et de la dignité des personnes, en particulier envers les femmes ; ii) les conditions matérielles de travail de la police et les conditions d'accueil et de détention dans les commissariats sont améliorées ; and iii) l'exercice et le contrôle de l'activité judiciaire de la police sont améliorés. La réalisation de ces objectifs devrait mener au renforcement du contrôle démocratique et institutionnel de l'action de la police, au respect des victimes et des droits des personnes faisant l'objet d'une mesure de privation de liberté, à la formation des effectifs ainsi qu'à la réhabilitation/rénovation des bâtiments des commissariats sélectionnés et leur équipement.

<sup>1</sup> Art. 27 NDICI.

<sup>2</sup> <http://ocdh-brazza.org/wp-content/uploads/2019/05/OCDH-RAPPORT-A5-COMPLET-V10.pdf>

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Après deux décennies d'instabilité politique de 1985 à 2002, marquées par trois périodes de guerre civile (1993-1994, 1997 et 1998-1999), et des troubles récurrents par la suite, la signature en décembre 2017 d'un accord de cessez-le-feu et la cessation des hostilités, le pays bénéficie d'une relative période de stabilité politique et sociale. Néanmoins, les déficits structurels d'une économie basée sur l'exploitation des énergies fossiles associée à un niveau de pauvreté de 46,5 % rendent cette stabilité fragile. Par ailleurs, les violentes confrontations entre les Forces armées et des groupes armés ont généré une crise humanitaire en 2017 (158 000 personnes impactées) dont les conséquences économiques et sociales se font toujours sentir. Politiquement, le pays est caractérisé par un système présidentiel très centralisé, une opposition divisée et une société civile peu développée. Le président Sassou Nguesso (à la tête du pays depuis plus de 35 ans) a été réélu le 23 mars 2021 avec plus de 88,6 % des votes.

La République du Congo est confrontée à des impacts socio-économiques particulièrement sévères causés par la pandémie de COVID-19. Les groupes dans des situations défavorisées et vulnérables sont particulièrement touchés par l'impact de la pandémie. À titre d'exemple, 68,7 % des ménages congolais ont déclaré que la crise a fortement affecté leur capacité à répondre aux besoins alimentaires. Le chômage des jeunes était déjà très élevé (26 %) avant la crise et les premières analyses d'impact de la pandémie COVID-19 indiquent que le chômage et la pauvreté ont considérablement augmenté.

Malgré l'adoption de plusieurs textes consacrant l'égalité juridique de l'homme et de la femme et la ratification de la plupart des instruments internationaux ayant le même objet, la situation de la femme au Congo est caractérisée par des discriminations notoires au plan légal (droit fiscal, droit pénal, code de la famille, droits sociaux et économiques), auxquelles s'ajoutent des inégalités de fait (lévirat, rites de veuvage, successions, violences sexospécifiques). L'indice de développement du genre (IDG) est de 0,922<sup>3</sup> en 2015 et l'indice d'inégalité de genre est de 0,593 (PNUD) plaçant le Congo au 137<sup>e</sup> rang sur 188 pays. Bien que le Code pénal sanctionne plusieurs formes de violences à l'encontre des femmes, y compris les violences sexuelles commises lors des conflits armés, les violences demeurent répandues. 1381 cas de victimes de violences basées sur le genre ont été enregistrés entre 2012 et 2014 dans 6 départements du Congo dont 82 % sont des violences sexuelles. Ces chiffres ne sont pas exhaustifs car peu de victimes, ou leurs familles, osent se rendre dans un centre de santé ou au commissariat. L'âge médian des victimes de violences basées sur le genre (VBG) à Brazzaville est de 14 ans. De tels crimes sont très peu dénoncés, et encore moins poursuivis. Les femmes congolaises, et également les adolescentes et les minorités (populations autochtones), souffrent tout particulièrement des difficultés d'accès à la justice et n'arrivent pas à faire valoir leurs droits, notamment en raison du manque d'information sur leurs droits et les lois qui les protègent, du coût des procédures et de l'éloignement des cours et des tribunaux, d'où le recours fréquent à la justice coutumière ou au règlement à l'amiable qui sont rarement en leur faveur.

Sur le plan sécuritaire, un phénomène criminel dit des « bébés noirs » a fait son apparition à Brazzaville en 2005 en prenant de l'ampleur au fil des années et s'est répandu dans d'autres villes comme Pointe-Noire. Il est constitué de bandes (dénommées « écuries ») formées par des adolescents oisifs, parfois originaires des pays en crise de la sous-région (République démocratique du Congo, République centrafricaine, Tchad...) et dont la motivation profonde est de faire du mal à autrui, à travers des actes de barbarie et de cruauté. Ils installent ainsi un climat d'angoisse et d'insécurité permanente auprès des populations. Les principales causes de ce phénomène sont analysées par les autorités locales comme étant d'ordre économique et social: la précarité des conditions sociales des parents, leur irresponsabilité, la pauvreté, le chômage, le niveau scolaire bas, l'influence des médias, etc.

C'est dans ce contexte qu'en juillet 2018, à la suite d'une interpellation massive de jeunes susceptibles d'appartenir à des gangs dits de « bébés noirs », 25 d'entre eux furent arrêtés et entassés dans une cellule ne dépassant pas 8m<sup>2</sup> et sans aération ; 13 ont été retrouvés morts par asphyxie.

La Police nationale de la République du Congo travaille avec un parc immobilier vétuste et inadapté. Les pré requis minimaux pour garantir le respect des personnes détenues ne sont pas réunis. Les locaux de police ont des espaces cellulaires qui ne présentent aucun système d'aération adapté et les personnes sont détenues sans aucune condition

<sup>3</sup> L'IDG est une valeur comprise en 0 et 1 - plus sa valeur est élevée, plus le pays est égalitaire entre hommes et femmes.  
<https://pcpacongo.files.wordpress.com/2016/04/rndh-basse-rc3a9solution2015.pdf> -

d'hygiène. La sécurité et la protection des personnes arrêtées n'est pas assurée, le respect de leurs droits fondamentaux et de leur dignité élémentaire ne l'est pas non plus dans de telles conditions de détention. Par ailleurs, les conditions d'accueil, notamment des personnes victimes de violences basées sur le genre, ne permettent pas de recueillir des plaintes dans des conditions respectant la dignité des victimes.

Un travail de formation des agents semble également indispensable afin de palier à d'éventuelles lacunes et d'initier des changements des pratiques fondés sur le respect de la personne humaine, les droits fondamentaux ainsi que les procédures. Dans le même temps, l'activité de la police et sa perception par le public sont et seront inévitablement affectées par la pandémie du COVID-19 qui, en raison des mesures restrictives de liberté (couvre-feu, confinement...) génère de nouveaux courants de délinquance (dont l'accroissement des violences domestiques), voire des mouvements de protestations dus à la paupérisation et la frustration de la population.

L'ensemble de ces éléments rend encore plus prégnant le besoin d'une police du quotidien au comportement irréprochable et en mesure de faire face à des situations dégradées avec le plus grand professionnalisme et dans le respect des droits humains.

Dans le cadre de l'action, une complémentarité sera recherchée avec les États-membres actifs dans le secteur de la sécurité en République du Congo. Le soutien de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) de la France pourra être recherché et en particulier pour l'aspect de rénovation/réhabilitation des commissariats via l'École Génie-Travaux et l'École nationale à vocation régionale franco-congolaise. Par ailleurs, la France a également émis un intérêt à rechercher une complémentarité dans l'utilisation de leur « Fonds de solidarité pour les projets innovants » avec les actions qui seront engagées dans le cadre du présent programme d'appui à la professionnalisation de la police. Une perspective de projet complémentaire de la France est en discussion autour des deux axes complémentaires suivants :

- Promouvoir un meilleur accès à la justice: formation des juges d'instruction, création d'un service des scellés, formation de base des 300 auditeurs de justice récemment intégrés au sein du ministère de la justice ;
- Promouvoir la participation de la société civile: appui à la création de structures d'écoute et d'appui aux victimes, appui aux associations œuvrant en direction des jeunes pour un renforcement de la citoyenneté.

En outre, avant la crise du COVID-19, la France a lancé des actions factuelles de formation au profit de la police congolaise compte tenu des répercussions de l'affaire dite « de Chacona ».

Si ces actions ont été très appréciées, leur caractère ponctuel et limité a démontré le besoin d'actions plus structurelles et touchant l'ensemble des effectifs de la police tout comme les échelons de commandement.

L'arrivée d'un nouveau responsable de la formation des policiers et la récente nomination d'un nouveau ministre de la coopération internationale, sont autant de signes positifs indiquant l'opportunité et la volonté d'imprimer des changements majeurs dans le fonctionnement de la police congolaise.

## 2.2 Analyse des problèmes

### Brève analyse des problèmes:

Du fait des pouvoirs spécifiques de la police et de sa proximité avec la population, son travail a une incidence directe sur la sécurité des personnes et des communautés au quotidien, ainsi que sur le caractère démocratique de l'État. Malgré l'adhésion de la République du Congo à la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ces pratiques restent répandues dans le pays. Les forces de sécurité (police, gendarmerie et armée) figurent parmi les principaux responsables de ces violations systémiques, dans un contexte d'impunité presque totale ou de peines légères. Pour rappel, en 2018, le drame de Chacona lors duquel 13 jeunes ont trouvé la mort par asphyxie lors d'une détention en garde à vue a sévèrement entaché la crédibilité de la police congolaise et révélé des carences professionnelles très profondes. Trois policiers furent condamnés en première instance à des peines de prison (3 ans pour le principal mis en cause). Devant l'émotion populaire, la Présidence de la République prit en charge les frais d'obsèques. Le 17 novembre 2020, la Cour d'appel de Brazzaville rendait un arrêt condamnant l'État congolais à régler au titre du *pretium doloris* et des intérêts civils une somme de 15 000 000 francs CFA (22 500 EUR) à chaque famille des 13 victimes décédées en juillet 2018 dans cette affaire.

Bien que les plus hauts niveaux de l'État aient pris conscience de certains déficits et de leurs répercussions sur la

réputation internationale du Congo, la gestion des ressources publiques dans l'ensemble, et plus particulièrement dans le secteur exécutif, reste problématique du point de vue de son efficacité et affecte la mise à disposition de biens et de services nécessaires au fonctionnement de la société. De même, malgré le fait que la fourniture de diverses infrastructures se soit améliorée ces dernières années grâce à des ressources pétrolières jusqu'alors élevées, des avancées restent nécessaires notamment sur l'état des infrastructures de détention. Actuellement, les conditions dans lesquelles les personnes sont détenues avant leur comparution devant un juge demeurent très en-deçà des standards internationaux tant en termes d'infrastructures, que de respect des procédures ou des droits des détenus: les violations commises prennent le plus souvent la forme d'arrestations arbitraires incluant des actes apparentés à de la torture avec ce drame notable de « Chacona ».

Apporter des changements pertinents et durables en la matière permettra de contribuer au renforcement de l'État de droit et de la sécurité du pays à travers l'amélioration de la gouvernance et la redevabilité de la police congolaise, en lien étroit avec l'autorité judiciaire en République du Congo.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

- Ministère de la coopération internationale et du partenariat public-privé.
- Ministère de l'intérieur.
- Ministère de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement.
- Le commandement des forces de police: encadrement et agents.
- L'inspection de la police congolaise : l'inspection générale de la Police nationale (IGPN) qui reste le parent pauvre de la police alors qu'elle est l'organe qui permet de garantir le contrôle interne des forces de sécurité. Elle demeure sous-équipée pour remplir ses fonctions de contrôle, audit, enquête et évaluation.
- Ministère de la justice et en particulier au sein de l'ordre judiciaire, les magistrats du Parquet (Procureur) dans le cadre de leur rôle de suivi des enquêtes judiciaires et de contrôle des mesures privatives de liberté et de protection des victimes.
- Les commissions défense et sécurité et politique administrative et juridique de l'Assemblée nationale.
- Comités de quartiers de prévention de la délinquance.
- Organisations de la société civile (OCDH, RPDH, REIPER<sup>4</sup> ...).

Le groupe cible principal sera constitué des agents de police, de leur hiérarchie ainsi que des magistrats du ministère public.

Les activités devront prendre en compte les contraintes liées au bilinguisme (français, langues vernaculaires) et au très faible niveau académique de la majorité des policiers. Compte tenu de ces éléments, l'informatisation des services paraît prématurée en ce moment. La réalisation des formations devra donc viser à permettre aux policiers de réaliser les actes d'investigations par des procès-verbaux normés mais manuels. La situation et la formation des femmes policières sera spécifiquement prise en compte.

Les bénéficiaires finaux seront les communautés et la population en général, avec une attention particulière à l'égard des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des populations autochtones, et enfin des personnes mises en cause faisant l'objet d'une mesure de privation de liberté. Ainsi, les personnes victimes de violation des droits humains ou d'abus sexuel ainsi que celles vivant dans la précarité ou marginalisées (migrants, population déplacée...) feront l'objet d'une attention toute particulière afin d'améliorer la confiance de la population envers la police.

### 2.3 Autres domaines d'évaluation [uniquement pour les actions d'appui budgétaire]

N/A

<sup>4</sup> OCDH : Observatoire congolais des droits de l'homme ; RPDH : Rencontre pour la paix et les droits de l'homme ; REIPER / Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de prévenir toute forme de torture, de traitement dégradant ou inhumain.

Les objectifs spécifiques (OS) (résultats) de cette action se déclinent comme suit :

**OS1** : l'action quotidienne des policiers est plus respectueuse des droits humains fondamentaux et de la dignité des personnes en particulier envers les femmes.

**OS2** : les conditions matérielles de travail de la police et les conditions d'accueil et de détention dans les commissariats sont améliorées.

**OS3** : l'exercice et le contrôle de l'activité judiciaire de la police sont améliorés.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants:

1.1 contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1):

- **OS1- Produit 1**: le cadre normatif éthique et déontologique de l'institution policière est révisé et prend en compte l'aspect genre.
- **OS1- Produit 2**: les mécanismes de contrôle hiérarchique, judiciaire et démocratique de la police nationale sont renforcés.

2.1 contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2):

- **OS2- Produit 1**: les commissariats de police audités et sélectionnés sont réhabilités.
- **OS2- Produit 2**: les commissariats de police audités et sélectionnés sont équipés selon les standards permettant une activité conforme au respect du droit des personnes y compris en période de pandémie (type COVID-19).
- **OS2- Produit 3**: les locaux et matériels fournis font l'objet d'un maintien en condition opérationnelle dédié afin d'assurer leur durabilité (allocation budgétaire, entretien courant, remplacement des consommables, pièces de rechange ...).

3.1 contribuant à l'effet attendu 3 (ou objectif spécifique 3):

- **OS3- Produit 1**: les capacités des forces de police de la sécurité publique liées à l'accueil du public sont développées.
- **OS3- Produit 2**: les capacités des forces de police de la sécurité publique liées aux techniques d'intervention sont renforcées.
- **OS3- Produit 3**: les capacités des forces de police de la sécurité publique liées à la conduite des investigations sont renforcées.
- **OS3- Produit 4**: les capacités de l'autorité judiciaire dans son rôle de supervision et de contrôle de la chaîne pénale sont renforcées.

#### 3.2 Activités indicatives

Activités liées à l'objectif spécifique 1 – Produit 1:

- Audit genre sensible des textes existants en matière éthique et déontologique applicable à la police congolaise (partie légale, réglementaire et statutaire) et, le cas échéant, proposition de mise à jour.
- Mise en place d'un comité de pilotage (stratégique, tous les 6 mois et de suivi opérationnel, tous les 3 mois) pour définir et valider le contenu de la réforme proposée et suivre le déroulement des activités (appropriation du produit par les autorités locales).
- Soutien à l'élaboration d'un code de conduite ou « règlement intérieur d'emploi des policiers » afin de définir les droits et devoirs de ces derniers et de fournir un socle juridique solide au pouvoir disciplinaire.
- Appui à la mise en place de formations dédiées aux cadres et aux agents (initiale, continue et spécialisée) prenant aussi en compte la dimension genre (assurer des conditions de travail homme/femme égalitaire et sensibilisation à la situation des femmes et mineurs qu'ils soient victimes ou auteurs).

#### Activités liées à l'objectif spécifique 1 – Produit 2:

- Appui à une mission d'audit de l'Inspection générale de la Police nationale (IGPN) par exemple des effectifs, recrutement, moyens, formation, nombre et nature des investigations réalisées et suites données, etc.
- Mise en place d'un mécanisme de traitement des plaintes des citoyens (médiation, en concertation avec l'autorité judiciaire quand nécessaire).
- Traçabilité et contrôle des mesures restrictives de libertés (registre des détenus visé périodiquement par les autorités hiérarchique et judiciaire, visites périodiques des lieux de privation de liberté ...).
- Mise en place de comités locaux de prévention et de sécurité communautaires, associant service de sécurité, société civile (associations de quartier, représentants femmes et hommes, de la population et de la municipalité) et justice afin d'évoquer les préoccupations, problèmes et solutions susceptibles d'assurer davantage de sécurité au quotidien.

#### Activités liées à l'objectif spécifique 2 – Produit 1:

- Sélection des emprises en lien avec les autorités locales et privilégiant la visibilité vis-à-vis des justiciables (commissariats centraux).
- Élaboration des plans et cahier des charges en conformité avec les objectifs recherchés : espace accueil du public, espace enquêteurs, espace sanitaire (public et policiers), espace sécurisé (mis en cause), espace repos, espace commandement ... tout en tenant respectant les besoins diversifiés des groupes cibles (genre, âge et handicap).

#### Activités liées à l'objectif spécifique 2 – Produit 2 :

- Détermination de pack des matériels à fournir et définition d'un cahier des charges (meubles, objets de sûreté, cellules, ventilation, commodités pour les agents, victimes et mis en cause, accès handicapés, équipements de vidéo-surveillance et de télécommunications, registres papiers cotés et paraphés, kit hygiène hommes/femmes et d'alimentation...)
- Acquisition des matériels/consultations de marché (recherche des fournisseurs, contractualisation et mise en place des matériels).

#### Activités liées à l'objectif spécifique 2 – Produit 3 :

- Mise en place de registres manuels permettant l'identification, la traçabilité et la prise en compte des matériels et équipements par les autorités locales.
- Soutien à la création d'un service dédié au maintien en condition opérationnelle des locaux (dont l'entretien journalier) des matériels et équipements fournis.

#### Activités liées à l'objectif spécifique 3 – Produit 1:

- Soutien à la mise en place d'une charte d'accueil du public (prise en compte du bilinguisme).
- Formation à l'accueil du public (attente, tri, information ...) au sein des espaces dédiés.
- Assurer la confidentialité des entretiens en particulier lorsque les victimes sont des femmes ou des enfants (local aménagé).
- Formation spécifique à la fonction de chef de poste assurée 24 heures avec relèves prévoyant la prise en compte formelle des matériels, équipement et le suivi des procédures et des mesures restrictives de libertés en cours, mise en place d'un service de quart.

#### Activités liées à l'objectif spécifique 3 – Produit 2:

- Formation dédiée à la pratique des contrôles d'identité.
- Formation relative aux techniques de négociation et de déconfliction.
- Formation concernant l'emploi graduel de la force légitime, la maîtrise (sans arme et avec arme) de l'adversaire et l'usage des armes, techniques d'interpellation, transfèrement, premiers secours.

#### Activités liées à l'objectif spécifique 3 – Produit 3:

- Formation au recueil de la parole des victimes avec un focus particulier sur la parole de l'enfant et des femmes (violences conjugales et sexuelles).
- Formation à la reconnaissance des violences domestiques, en particulier des violences basées sur le genre et les violences envers les enfants.



- Respect des principes édictés par le code de procédure pénale avec focus sur l'exercice des droits des personnes mises en cause (avis parquet, avocat, médecin, famille, employeur).

#### Activités liées à l'objectif spécifique 3 – Produit 4:

- Associer le ministère de la justice à la réforme du cadre normatif éthique et déontologique de la police congolaise, en lien avec l'appui effectué au profit de l'IGPN (réponse pénale apportée par le Parquet aux infractions commises par des policiers).
- Appui à un audit des dispositions du code de procédure pénale concernant le rôle de supervision et de contrôle des mesures de police par le ministère public.
- Soutenir le rôle du parquet dans le contrôle des mesures restrictives de liberté et en particulier des mesures de garde à vue (avis du parquet, contrôle des motivations juridiques, contrôle de la durée, suites pénales données ...). Appui à la mise en place d'un contrôle annuel des locaux de garde à vue et des registres dédiés par le parquet et la rédaction d'un rapport.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

Le projet n'aura pas d'impacts environnementaux et climatiques significatifs. En ce qui concerne ses interventions en termes d'infrastructures, le projet veillera à améliorer leur bilan climatique, en promouvant des techniques à faible consommation d'énergie.

**Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet) : N/A

**Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques** (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet) : N/A

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que la dimension genre/droits humains sera intégrée dans chaque composante de l'action sur base des orientations contenues dans le Plan national de développement 2018-2022 du Congo, qui contient des dispositions spécifiques sur la promotion des femmes et de leur inclusion économique et sociale. Il s'agira de renforcer les bonnes pratiques en matière de prise en compte du genre et de vérifier que les femmes policières auront accès aux formations délivrées et que la mise en œuvre des activités veillera à assurer une plus grande égalité de traitement entre hommes et femmes au sein de la police congolaise. De même, dès lors que des investigations viseront des mis en cause ou des victimes de sexe féminin, la recherche de l'implication de femmes policières spécifiquement formées devra être privilégiée. Les activités indicatives devront aussi conduire à renforcer les capacités et le rôle de premier plan des femmes dans les actions de négociation, de médiation et de femmes formées au recueil de la parole des femmes et mineurs victimes. Ainsi, les activités devront permettre une meilleure prévention et une meilleure prise en charge de toute forme de violence basée sur le genre.

Quant à la réhabilitation de l'infrastructure, elle devra veiller au respect des questions de sexo-spécificités, d'inclusion des personnes avec un handicap (accessibilité des infrastructures) et suivre les règles environnementales (conception adaptée au climat, utilisation de matériaux locaux ...). L'action contribuera à la résolution de conflits actuels ou futurs dans plusieurs zones sensibles du pays en renforçant et pérennisant la cohésion de tous les acteurs impliqués.

Enfin, l'action intègre pleinement l'approche du développement basée sur les droits humains (Human rights-based approach) en renforçant les capacités des institutions de sécurité (porteur des obligations) et la responsabilisation des titulaires de droits, notamment à travers les cadres de concertation de la gouvernance locale visant à la mise en place de la police de proximité.

#### **Droits de l'homme**

La promotion des droits humains est une pierre angulaire de ce projet qui vise à prévenir toute forme de torture, de traitement dégradant ou inhumain ainsi qu'à contribuer à ce que l'action quotidienne des policiers soit plus respectueuse des droits humains et du respect des libertés fondamentales.

**Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que cet aspect ne constitue pas une composante majeure du projet. Cependant, une attention particulière pourra être portée aux personnes porteuses de handicaps lorsque les activités prévues le permettront.

**Démocratie**

Cette action participe à consolider la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance en travaillant la gouvernance et la redevabilité de la police congolaise, en lien étroit avec l'autorité judiciaire, afin d'assurer la protection des droits humains ainsi que la lutte contre l'impunité en République du Congo. La réalisation de ces objectifs devrait mener au renforcement du contrôle démocratique et institutionnel de l'action de la police.

**Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Cette action présente une certaine sensibilité politique car elle touche aux domaines de la sécurité, des forces de l'ordre et des droits de l'Homme. Les risques liés à ces aspects ont été dûment pris en compte et adressés au sein de cette action. Des impacts négatifs en matière d'exacerbation des conflits, de divisions entre groupes sociaux et ethniques ou encore d'accroissement de la fragilité ne sont pas identifiés dans la présente action.

**Réduction des risques de catastrophes**

La nature du projet n'entre pas en interaction avec la thématique de la réduction des risques de catastrophes.

**Autres considérations, le cas échéant**

N/A

### 3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
3 – aux personnes et à l'organisation	Risque 1 : Manque d'engagement/de volonté politique durable en matière de réforme de l'appareil policier et judiciaire / risques politiques	Moyenne	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer un dialogue politique régulier (y inclus le dialogue article 8) entre l'UE/Etats-Membres et le gouvernement.</li> <li>- Encourager et soutenir le dialogue technique entre l'ensemble des parties prenantes par le ministère de l'intérieur et de la sécurité.</li> <li>- Encourager l'implication de l'autorité judiciaire notamment dans le contrôle des mesures privatives de liberté et la poursuite des policiers mis en cause en lien avec l'IGPN.</li> <li>- Engagements réciproques à établir au démarrage du programme via une convention de financement entre la DUE et le Gouvernement précisant, entre autres des indicateurs de progression de mise en œuvre de la réforme.</li> </ul>
1 – à l'environnement extérieur	Risque 2 : Les ressources de l'État sont insuffisantes pour maintenir les infrastructures en état et poursuivre les actions initiées.	Elevée	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager le dialogue politique et technique avec les services du Premier ministre, des ministres de l'intérieur et de la sécurité, des finances et du budget.</li> <li>- Assurer une approche 'sur mesure' par le consortium qui mettra en œuvre l'action.</li> </ul>

3 – aux personnes et à l'organisation	Risque 3 : Persistance du mode de fonctionnement informel au sein même de la police congolaise et résistance aux changements	Elevée	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager les bonnes pratiques en ciblant une masse critique qui sera à-même d'impulser un changement de mentalités.</li> <li>- Valoriser les actions par l'attribution d'un certificat de formation et d'un brevet métallique ostensible.</li> <li>- Renforcer le rôle de l'Inspection générale.</li> <li>- Renforcer le rôle de contrôle de la société civile.</li> </ul>
3 – aux personnes et à l'organisation	Risque 4 : Méfiance des structures de la police congolaise et manque de volonté de faire respecter le code de déontologie	Elevée	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager et soutenir le dialogue au sein de la hiérarchie policière au niveau central et provincial, et changement de comportement /mentalité induit par l'appui et par des activités de sensibilisation et de communication en lien avec les organisations de la société civile et la population.</li> </ul>
3 – aux personnes et à l'organisation	Risque 5 : Faible volonté de capitaliser sur les acquis	Elevée	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager le maintien des personnes formées en poste pendant une durée déterminée.</li> </ul>
3 – aux personnes et à l'organisation	Risque 6 : Résistances contre la promotion de l'égalité, du au pesanteurs socio-culturelles	Elevée	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer l'intégration de la question du genre dans toutes les formations.</li> </ul>

#### Enseignements tirés:

La Délégation peut s'appuyer sur plusieurs projets cofinancés en matière de renforcement de l'État de droit et de promotion des droits humains pour en tirer des enseignements utiles. Le projet d'action pour le renforcement de l'État de Droit et des associations (PAREDA – 6 000 000 EUR) a été conduit entre 2010 et 2018 en République du Congo et visait notamment à « améliorer la qualité des services des tribunaux » ainsi qu'à « améliorer les conditions de détention et les protection juridique des détenus ». Le rapport final d'évaluation recommande à l'Union européenne d'une part de « mieux prendre en compte les réalités du pays et de fixer des prérequis en s'assurant de l'existence d'une volonté politique des partenaires nationaux, concrétisée par un programme sectoriel et des engagements financiers dans le domaine ». Dans le présent projet Police, il est prévu de signer une convention de financement avec les autorités congolaises (ministère de la coopération internationale et du partenariat public-privé-à confirmer) afin d'obtenir des engagements clairs et des garanties solides quant à leur capacité et leur volonté à opérer la maintenance à court, moyen et long terme des commissariats pilotes et aussi de les répliquer à plus large échelle. Ces garanties d'implication sont indispensables afin d'éviter la mise en œuvre d'un projet pilote isolé et à faible impact et favoriseront la création d'une dynamique globale.

L'évaluation finale du PAREDA préconise également « le maintien de l'appui à la société civile à travers divers instrument afin qu'elle puisse jouer pleinement son rôle d'acteur du développement ». Il faut souligner dans ce cadre que la DUE finance actuellement un projet de lutte contre la torture et les détentions arbitraires (Projet PACTE – 341 000 EUR via l'IEDDH – 2020-2022) et que le soutien à la société civile fait partie des objectifs spécifiques du domaine prioritaire « Démocratie, droit de l'Homme et gouvernance participative » identifié dans le PIP 2021 - 2027. Ce projet Police s'inscrira donc dans un ensemble d'appuis fournis à la société civile, ce qui permettra d'établir des complémentarités entre les différents projets soutenus par l'UE.

Egalement, l'UE dispose d'une expérience en matière de formation grâce à celles dispensées par INTERPOL dans le cadre du programme ENACT – lutte contre la criminalité transfrontalière.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est d'agir sur les modalités quotidiennes d'action de la police (conditions matérielles de travail, formation, et contrôle de l'activité judiciaire) afin de prévenir toute forme de torture, de traitement dégradant ou inhumain.

L'action quotidienne des policiers sera davantage structurée tout d'abord en inscrivant l'activité de la police dans un cadre éthique et déontologique (règlement intérieur d'emploi des policiers, charte du policier...) qui permettra à chaque échelon d'accomplir ses devoirs et d'exercer ses droits dans un cadre clair et connu de tous. De plus, la hiérarchie de proximité, comme celle du niveau supérieur, sera en mesure de veiller à l'application et au respect des droits des victimes et des mis en cause tandis que le contrôle des mesures privatives de liberté sera totalement traçable et tracé par l'Inspection générale de la Police nationale (IGPN), dotée de moyens et d'un mandat clair et supervisé par l'autorité judiciaire à tous les stades de l'enquête. L'association de la société civile et des citoyens constituera autant de leviers qui permettront d'ancrer l'action de la police au service de la population et de tisser des liens de confiance. Dans le cadre de la redevabilité, l'approche consistera donc à travailler tant sur l'offre, en établissant des mécanismes de contrôle interne plus performants, que sur la demande, en renforçant les capacités de la population à exprimer ses attentes, à participer à l'élaboration de diagnostics locaux de sécurité et en appuyant la résolution des problèmes d'insécurité dans des approches associant la police et la société civile (activités communautaires de rapprochement, dénonciation et poursuite des violations des droits humains). Ainsi, le développement d'une relation positive entre police et populations pour le renforcement de la sécurité dans des zones sensibles seront autant de leviers sur lesquels l'action entend agir simultanément. En outre, un soutien au contrôle démocratique sera prévu par des actions incluant le Ministère de tutelle, le Parlement et des organisations de la société civile.

Ensuite, l'amélioration et le maintien des conditions de travail aura des conséquences sur la motivation et l'implication des agents mais aussi sur leur efficacité pour remplir leurs tâches quotidiennes. Doter les policiers d'outils permettant d'agir dans un cadre normé et respectueux des droits humains les confortera à respecter les procédures auxquelles ils auront été spécifiquement formés. L'action vise donc aussi à rehausser la perception de la police par la population en agissant à la fois sur son efficacité, son intégrité, son sens du service public et son respect des valeurs humaines. Les conditions matérielles d'accueil, qu'il s'agisse des victimes (avec un focus particulier sur les femmes et les enfants) ou des auteurs, devront permettre de mettre au cœur de chaque intervention policière la dimension humaine afin de préserver l'intégrité morale et physique de toute personne entrant dans un commissariat.

Enfin, l'action vise à améliorer les qualifications professionnelles de la police congolaise pour permettre à ses membres de mieux recueillir la parole des victimes avec un focus particulier sur les femmes et les mineurs mais aussi la préservation de l'intégrité physique et morale des personnes mises en cause qu'il s'agisse du stade de l'interpellation et pour toute la durée de l'enquête. Outre l'élaboration d'une charte d'accueil du public qui constituera un référentiel pour tous les policiers et la population et qui sera affichée dans les locaux, l'accueil du public fera l'objet d'une professionnalisation à tous les niveaux. Les phases successives de l'enquête devront permettre un emploi gradué de la force légitime en toutes circonstances et l'application des dispositions protectrices du code de procédure pénale des lors qu'une mesure restrictive de liberté sera prise. Ces mesures seront placées sous le contrôle étroit du parquet et de l'association d'entités en charge de l'accompagnement des victimes et des travailleurs sociaux seront aussi recherchés.

Ainsi, les formations seront dispensées en touchant un public cible le plus important afin d'obtenir un effet levier de la masse critique par la mise en place de formateurs et d'une importante phase de mentorat. Les formations devront être à la fois (i) générales et ciblées ; (ii) initiales et continues ; et (iii) toucher les agents de terrain et toute la hiérarchie pour permettre à la police de retrouver une plus grande légitimité et crédibilité auprès de la population. L'appropriation par les agents de terrain, la hiérarchie et la société civile sera aussi recherchée par la remise de diplômes et d'insignes certifiant les formations délivrées (cérémonies, communication ...).

La conjonction de ces mesures doit mener à une meilleure prise en compte des victimes et à améliorer leur accès à la justice tout en réduisant significativement les exactions commises par la police et, en cas de faute, permettre un suivi hiérarchique, disciplinaire voire judiciaire dont l'effet prophylactique devra générer un modèle basé sur l'exemplarité et bannir toute impunité.

Une phase de démarrage doit permettre à l'opérateur de mise en œuvre d'ajuster l'action et de préciser les activités ainsi que le cadre logique. Ce travail sera effectué en étroite synergie avec les bénéficiaires de manière à assurer leur adhésion au modèle proposé et à la réplique des actions menées.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité de projet (3 niveaux de résultats / indicateurs / valeurs de référence / valeurs cibles / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Prévenir toute forme de torture, de traitement dégradant ou inhumain.	1- Nombre de cas rapportés de torture, traitements dégradant ou inhumains par an, désagrégué par genre/âge/nationalité. 2. Score pays « Droits fondamentaux » selon World Justice Project. 3. Nombre de victimes de violations des droits de l'homme bénéficiant directement d'une aide financée par l'UE (EURF 30) (désagrégué par genre).	1. 2. 3.	1. 2. 3.	1. Rapport annuel ONG et société civile et Rapport annuel IGP et ministère de la justice (tbc). 2. World Justice Project. 3. Rapports de l'action.	<i>Non applicable</i>

<b>Effet direct 1</b>	L'action quotidienne des policiers est plus respectueuse des droits humains fondamentaux et de la dignité des personnes, en particulier envers les femmes.	1.1 Niveau de confiance de la population dans l'action de la police (%) (désagrégué par genre).	1.1	1.1	1.1 Sondage à mettre en œuvre par l'opérateur	Engagement/volonté politique durable en matière de réforme de l'appareil policier et judiciaire.
<b>Effet direct 2</b>	Les conditions matérielles de travail de la police et les conditions d'accueil et de détention dans les commissariats sont améliorées.	2.1 Taux mensuel de satisfaction des plaignants sur la qualité de l'accueil (désagrégués par genre, âge et handicap).	2.1	2.1	2.1 Sondage à mettre en œuvre par l'opérateur.	Les ressources de l'État sont suffisantes pour maintenir les infrastructures en état.
<b>Effet direct 3</b>	L'exercice et le contrôle de l'activité judiciaire de la police sont améliorés	3.1 Pourcentage mensuel de policiers dont les capacités professionnelles ont été améliorées (désagrégué par genre et âge). 3.2 Nombre de personnes bénéficiant de programmes financés par l'UE pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste (CRUE 37)	3.1 3.2	3.1 3.2	3.1 Rapports d'activité de la police. 3.2	Volonté institutionnelle de la police congolaise à poursuivre les réformes.

<b>Produit 1</b> <b>lié à l'effet direct 1</b>	1.1 Le cadre normatif éthique et déontologique de l'institution policière est révisé et prend en compte l'aspect genre.	1.1.1 Nombre de textes normatifs créés ou modifiés par an avec l'appui de l'UE.  1.1.2 Nombre de policiers formés et ayant acquis de nouvelles compétences en matière d'éthique (désagréé par genre, grade et fonction) par mois avec l'appui de l'UE.  1.1.3 Nombre de brevets remis aux policiers ayant suivi la formation ci-dessus (désagréé par genre).  1.2.5 Nombre de cas de violations des droits de l'Homme rapportés et documentés par la société civile.	1.1.1 1.1.2	1.1.1 1.1.2	1.1.1 Journal officiel.  1.1.2. Questionnaire à remettre aux participants avant et après la formation.	Disponibilité des parties prenantes à prendre part aux activités.  Capacité d'absorption suffisante du personnel formé.
<b>Produit 2</b> <b>lié à l'effet direct 1</b>	1.2 Le contrôle hiérarchique, judiciaire et démocratique de la police nationale est renforcé	1.2.1 Nombre de sanctions disciplinaires édictées par an (désagréé pas sexe et âge).  Nombre d'enquêteurs sélectionnés et formés avec l'appui de l'UE (désagréé par genre).  1.2.2 Nombre de condamnations judiciaires prononcées par an (désagréé pas sexe et âge).  Statut d'un mécanisme de traitement des plaintes des citoyens mis en place avec l'appui de l'UE.  1.2.3 Nombre de saisines de l'IGPN par an.  Nombre de services bénéficiant du système d'identification des policiers affectés grâce à l'appui de l'UE.  1.2.4 Nombre de comités locaux de prévention et de sécurité réunis par an avec l'appui de l'UE.	1.2.1 1.2.2 1.2.3 1.2.4	1.2.1 1.2.2 1.2.3 1.2.4	1.2.1- Rapport statistique et d'activité de l'IGPN et du CFP.  1.2.2-Rapport annuel de l'autorité judiciaire.  1.2.3. Rapport statistique et d'activité de l'IGPN.  1.2.4 Rapports de l'action.	Les équipements sont livrés à temps.

<b>Produit 1 lié à l'effet direct 2</b>	2.1 Les commissariats de police audités et sélectionnés sont réhabilités.	2.1.1 Nombre de locaux rénovés par mois avec l'appui de l'UE, désagrégé par localité.	2.1.1	2.1.1	2.1.1 Rapports de l' action.	
<b>Produit 2 lié à l'effet direct 2</b>	2.2 Les commissariats de police audités et sélectionnés sont équipés selon les standards permettant une activité conforme au respect du droit des personnes y compris en période de pandémie (type Covid 19).	2.2.1 Nombre de matériels livrés avec l'appui de l'UE et enregistrés par mois, désagrégé par localité.	2.2.1	2.2.1	2.2.1 Rapports de l' action.	
<b>Produit 3 lié à l'effet direct 2</b>	2.3 Les locaux et matériels fournis font l'objet d'un maintien en condition opérationnelle dédié afin d'assurer leur durabilité (allocation budgétaire, entretien courant, remplacement des consommables, pièces de rechange ...) .	2.3.1 Nombre des interventionseffectuées chaque mois. 2.3.2 Montant de la consommation du budget alloues en francs CFA. 2.3.1 Nombre de registres manuels mis en place avec l'appui de l'UE. 2.3.2 Statut d'un service dédié au maintien en condition opérationnelle des locaux (dont l'entretien journalier) des matériels et équipements fournis mis en place avec l'appui de l'UE.	2.3.1 2.3.2	2.3.1 2.3.2	2.3.1 Rapports de l'action. 2.3.2 Rapports de l'action.	
<b>Produit 1 lié à l'effet direct 3</b>	3.1 Les capacités des forces de police de la sécurité publique liées à l'accueil du public sont développées.	3.1.1 Nombre de policiers formés avec l'appui de l'UE et ayant acquis de nouvelles compétences en matière d'accueil du public par mois désagrégé par type d'action, genre, grade et fonction. 3.1.2 Nombre de victimes de violations des droits de l'homme bénéficiant directement d'une aide financée par l'UE (CRUE 30).	3.1.1 3.1.2	3.1.1 3.1.2	3.1.1 Questionnaire à remettre aux participants avant et après la formation. 3.1.2	



<b>Produit 1</b> <b>lié à l'effet direct 3</b> <b>(suite)</b>	(3.1 suite)	3.1.3 Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus victimes de violences sexuelles infligées au cours des 12 mois précédents par une personne autre que leur partenaire intime, par âge et lieu des faits (ODD 5.2.2).				
<b>Produit 2</b> <b>lié à l'effet direct 3</b>	3.2 Les capacités des forces de police de la sécurité publique liées aux techniques d' intervention sont renforcées.	3.2.1 Nombre de policiers formés avec l'appui de l'UE et ayant acquis de nouvelles compétences en matière d'intervention par mois désagréé par type d'action, genre, grade et fonction. 3.2.2 Nombre d'emploi de la force par mois désagréé par type (emploi de la force avec ou sans arme) et service. 3.2.3. Statut d'une charte d'accueil du public développée avec l'appui de l'UE.	3.2.1 3.2.2 3.2.3	3.2.1 3.2.2 3.2.3	3.2.1 Questionnaire à remettre aux participants avant et après la formation. 3.2.2 Rapports de l'action .	
<b>Produit 3</b> <b>lié à l'effet direct 3</b>	3.3 Les capacités des forces de police de la sécurité publique liées à la conduite des investigations sont renforcées.	3.3.1 Nombre de policiers formés avec l'appui de l'UE et ayant acquis de nouvelles compétences en matière d'investigation par mois désagréé par type d'action, genre, grade et fonction. 3.3.2 Nombre de mesures de privation de liberté prises par mois désagréées par type (rétention, dégrisement, garde à vue) et service.	3.3.1 3.3.2	3.3.1 3.3.2	3.3.1 Questionnaire à remettre aux participants avant et après la formation. 3.3.2	
<b>Produit 4</b> <b>lié à l'effet direct 3</b>	3.4 Les capacités de l'autorité judiciaire dans son rôle de supervision et de contrôle de la chaîne pénale sont renforcées.	3.4.1 Nombre de commissariats inspectés par l'autorité judiciaire par an avec l'appui de l'UE désagréé par localité.	3.4.1	3.4.1	3.4.1 Rapports de l'action.	

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République du Congo.

### 4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Modalités de mise en oeuvre [applicable à la modalité du projet ou à l'appui complémentaire à l'appui budgétaire]

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>5</sup>.

#### 4.3.1 Gestion indirecte avec une organisation d'un Etat-membre

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants: la capacité financière; la présence et/ou la capacité de mobilisation sur le terrain; la mise en œuvre des projets en Afrique francophone subsaharienne dans le domaine sécuritaire; une expertise solide dans l'appui aux forces de l'ordre (appui institutionnel, matériel et formation/encadrement), ainsi qu'une capacité de mise en œuvre suffisante.

L'organisation devrait faire preuve d'une compétence technique et d'expériences de terrain avisées, étant une organisation spécialisée dans le domaine de la sécurité et, plus particulièrement, d'appui aux forces de l'ordre. L'organisation devrait démontrer de multiples expériences dans la mise en œuvre de projets d'appui à la police en Afrique francophone y compris avec un budget au moins similaire à celui de la présente action ainsi que dans la prévention des tortures, des traitements dégradants ou inhumains et de protection des droits des populations vulnérables. D'autre part, le projet comportant divers volets (formations, fournitures et infrastructures), l'organisation doit être habilitée (gestion d'une subvention ou accord de contribution) et démontrer une solide expérience dans la gestion de marchés publics de travaux et de fournitures sous financement UE (en gestion indirecte ou directe). Le choix de l'organisation reflètera une concertation avec les États membres présents en République du Congo.

La mise en œuvre par cette entité implique la réalisation de l'intégralité des objectifs et activités stipulés dans la section 3.

#### 4.3.2 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Dans l'éventualité où l'organisation la mieux habilitée ne serait pas « pillar-assessed » et donc l'échec de la modalité choisie (4.3.1 Gestion indirecte avec une organisation d'un Etat-membre), un contrat de subvention pourrait être signé en gestion directe avec une entité spécialisée.

<sup>5</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

### **Subventions: (gestion directe)**

(a) Objet de la subvention(s): La subvention aura pour objet de réaliser l'intégralité des objectifs et activités stipulés dans la section 3.

(b) Type de demandeurs visés: L'entité devrait faire preuve d'une compétence technique et d'expériences de terrain avisées, étant une entité spécialisée dans le domaine de la sécurité et, plus particulièrement, de l'appui aux forces de l'ordre. L'entité devrait démontrer de multiples expériences dans la mise en œuvre de projets d'appui à la police en Afrique francophone y compris avec un budget au moins similaire à celui de la présente action ainsi que dans la prévention des tortures, des traitements dégradants ou inhumains et de protection des droits des populations vulnérables. D'autre part, le projet comportant divers volets (formations, fournitures et infrastructures), l'entité doit être habilitée (gestion d'une subvention ou accord de contribution) et démontrer une solide expérience dans la gestion de marchés publics, de travaux et de fournitures sous financement UE (en gestion indirecte ou directe). Le choix de l'entité reflètera une concertation avec les États membres présents en République du Congo.

(c) Justification d'une subvention directe: Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention pourrait être octroyée sans appel à propositions à l'entité sélectionnée selon les criteria suivants :

- Faire preuve d'une compétence technique et d'expériences de terrain avisées dans le domaine de la sécurité et, plus particulièrement, d'appui aux forces de l'ordre.
- Démontrer de multiples expériences dans la mise en œuvre de projets d'appui à la police en Afrique francophone y compris avec un budget au moins similaire à celui de la présente action ainsi que dans la prévention des tortures, des traitements dégradants ou inhumains et de protection des droits des populations vulnérables.
- Être habilitée (gestion d'une subvention ou accord de contribution) et démontrer une solide expérience dans la gestion de marchés publics de travaux et de fournitures sous financement UE (en gestion indirecte ou directe).

## **4.4 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions**

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

## 4.5 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Gestion indirecte avec une organisation d'un Etat-membre — cf. section 4.3.1	
<b>Objectif/produit</b>	
<b>OS1</b> : L'action quotidienne des policiers est plus respectueuse des droits humains fondamentaux et de la dignité des personnes, en particulier envers les femmes;	900 000
<b>OS2</b> : Les conditions matérielles de travail de la police et les conditions d'accueil et de détention dans les commissariats sont améliorées;	2 100 000
<b>OS3</b> : L'exercice et le contrôle de l'activité judiciaire de la police sont améliorés.	1 800 000
<b>Evaluation</b> – cf. section 5.2	200 000
<b>Audit</b> – cf. section 5.3	
<b>Totaux</b>	<b>5 000 000</b>

## 4.6 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

Afin de garantir l'implication de toutes les parties prenantes, un comité de pilotage sera mis en place. Il sera composé de la Délégation de l'UE et des signataires de la convention de financement. Les représentants des États-membres de l'UE pourront également rejoindre le Comité dans le cadre de la recherche de cofinancements qui pourraient présenter une complémentarité avec le présent projet. Il réunira au moins une fois par an les principales parties prenantes du projet, y compris les représentants de la société civile et des bénéficiaires finaux du projet. Il aura pour mission d'assurer le pilotage du projet et de proposer, le cas échéant, des réorientations nécessaires au cours de la mise en œuvre.

Un comité de suivi opérationnel, sera également mis en place. Il se réunira sur une base trimestrielle en session ordinaire et sera présidé conjointement par un représentant du ministère et de la Délégation de l'UE. Son rôle sera de suivre les activités de mise en œuvre, de superviser l'avancement du projet et d'émettre des recommandations au comité de pilotage. Il sera assuré que la composition du comité comprenne une expertise en matière de genre et de droits humains.

La composition et les modalités de fonctionnement du comité seront précisées dans un *Mémorandum of Understanding* à signer entre la Délégation de l'UE, les autorités nationales et le contractant.

Par ailleurs, comme mentionné au point 4.1, il conviendra de signer une convention de financement avec les autorités congolaises compétentes afin d'obtenir des garanties solides quant à leur capacité et leur volonté à capitaliser les acquis de formation et à opérer la maintenance à court, moyen et long terme des commissariats pilotes et aussi de les répliquer à plus large échelle. Ces garanties d'implication sont indispensables afin de maximiser l'effet levier de ce projet et de créer une réelle dynamique sur l'ensemble du territoire.

## 5 MESURE DE PERFORMANCE

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fera partie intégrante des responsabilités du contractant et des ministères de tutelle des forces appuyées. À cette fin, l'organisation doit établir un système de suivi interne, sexo-spécifique portant sur des indicateurs désagrégés par sexe au minimum et par âge et handicap si pertinent), technique et financier permanent pour l'action.

Les ministères de tutelle établiront aussi avec l'appui du contractant un système de suivi technique et financier permanent pour l'action et veilleront à l'élaboration par le contractant des rapports d'avancement et du rapport final.

Chaque rapport devra être adressé à la Délégation de l'UE pour rendre compte de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place ou proposés, ainsi que des résultats obtenus.

Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

### 5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation à mi-parcours et finale seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants.

Si une évaluation à mi-parcours est envisagée, celle-ci sera réalisée pour résoudre les problèmes dans la mise en œuvre et à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à l'atteinte des objectifs fixés, afin de procéder aux ajustements éventuellement nécessaires.

Si une évaluation finale ou ex-post est envisagée, celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

### 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

<b>Niveau Action</b>		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
<b>Groupe d'actions</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#):
<b>Niveau Contract</b>		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	

